

Abstract

A l'école de la nation. Armée suisse et jeunesse masculine, derniers soubresauts d'un modèle

Outre la défense nationale qu'il assure dès le 19^e siècle, le service militaire obligatoire devient, dans le processus d'unification nationale et d'acculturation mené par l'Etat centralisateur, une icône à la fois politique et sociale qui lui vaut l'appellation d' « Ecole de la Nation ». Pour le jeune Etat-nation, il représente un outil de savoir et de contrôle des individus qui lui permet d'obtenir jusqu'au sacrifice de leur vie. Pour les jeunes hommes, il signifie une étape fondamentale de vie marquée par l'acquisition de droits civiques et il permet un « brassage social et culturel encore inconnu à une telle échelle jusque-là » qui conduit non pas à l'égalité sociale mais à l'« unité autour de valeurs civiques » à l'origine de sa perception mythifiée. Excluant par là même les femmes et étrangers d'une participation exclusive à la vie civique, la conscription questionne à la fois des concepts de citoyenneté, d'intégration sociale et de genre. En outre parce qu'elle instruit les jeunes gens qui lui sont confiés, l'institution militaire devient un acteur d'encadrement de la jeunesse masculine au sein du système d'éducation centralisée qui prend forme.

Au cours des années 1960 l'affirmation à la fois politique et culturelle de la jeunesse ne demeure pas sans conséquences pour l'institution militaire. Dans une société transformée par un accès généralisé au bien-être matériel, l'individualisation à la fois économique et sociale traduit un nouveau rapport à l'Etat et à la citoyenneté. Préoccupées par une jeunesse contestataire, les élites militaires cherchent à analyser les raisons de son attitude critique face à l'armée. La jeunesse devient l'objet de vastes réflexions au sein de l'institution militaire ce qui révèle à la fois les diverses expertises utilisés pour produire du savoir sur la jeunesse; le souci de l'armée d'être une actrice dans les débats contemporains sur la jeunesse ainsi que l'émergence de débats comme la remise en cause de la fonction éducatrice de l'armée pour la jeunesse masculine.

L'élaboration d'une politique fédérale de la jeunesse au cours de cette période signifie que l'armée ne fait pas cavalier seul dans l'adaptation de ses discours et pratiques. Identifiant un conflit social avec l'Etat s'exprimant par une "crise de civisme" qui nécessite dès lors d'avoir recours à une meilleure formation civique, l'armée multiplie les projets dans cette direction mais se heurte à la méfiance des instances fédérales responsables de la politique de la jeunesse qui craignent un endoctrinement des jeunes.